



La lettre d' **AFRISTAT**

Bulletin trimestriel d'information

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ISSN 1561-3739
NUMERO 38
OCTOBRE 2006

EDITORIAL

SOMMAIRE

EDITORIAL 1

Informatique : outil de coordination et de gestion stratégique des systèmes statistiques nationaux

Nouvelles d'AFRISTAT

Activités de la Direction générale 6

Activités internationales..... 7

Echos des instituts nationaux de statistique 8

Réunions, ateliers et séminaires 10

ADRESSE

BP E 1600
Bamako, Mali
Tél. (223) 221 55 00
221 60 73
221 60 71
Fax (223) 221 11 40
E-mail
afristat@afristat.org
Site Internet
www.afristat.org

La 11^{ème} réunion du Conseil scientifique et la 14^{ème} réunion du Comité de direction se tiendront, respectivement les 4 et 5, et les 25 et 26 octobre 2006 à Bamako (Mali). En marge de la réunion du Comité de direction, il sera organisé le 24 octobre 2006 un séminaire de sensibilisation sur l'importance des statistiques sociales sectorielles. A la suite des travaux du Comité de direction, les écoles et centres africains de formation statistique (Abidjan, Dakar, Dar es Salam, Makerere, Rabat et Yaoundé) ont décidé de discuter ensemble, en présence des directeurs généraux des instituts nationaux de statistique, principaux utilisateurs des produits de ces écoles, des conséquences de l'introduction prochaine de la norme internationale Licence-Master-Doctorat dans les cycles de formation statistique. La prochaine édition de *La Lettre d'AFRISTAT* reviendra plus en détail sur les principales conclusions de ces réunions.

Au cours du troisième trimestre 2006, AFRISTAT a organisé deux importants séminaires, avec l'appui de la BAD pour le premier et de la Coopération française pour le second, sur des thèmes, bien que ressassés au cours des dernières années, mais combien actuels et essentiels pour le développement de la statistique des Etats membres d'AFRISTAT. Le premier portait sur les stratégies nationales de développement de la statistique et le second sur les comptes nationaux.

Deux raisons nous poussent à revenir sur ces deux sujets. La première, la statistique africaine ne pourra faire un grand pas que lorsqu'elle sera bien pensée dans un cadre logique qui établit clairement les priorités sous la contrainte des ressources mobilisables. C'est pourquoi le séminaire sur les SNDS est revenu sur les notions de gestion axée sur les résultats et l'environnement institutionnel des systèmes statistiques nationaux qui devrait être organisé en tenant des objectifs de production. Le second séminaire a rappelé l'importance des comptes nationaux comme cadre structurant de la production statistique. Leur production dans les délais conforte particulièrement la statistique dans son rôle d'outil par excellence de prise de décision. C'est la seconde raison. L'accent a été spécialement porté sur la production des comptes non définitifs.

Les prochains mois vont donc être pour AFRISTAT de nouvelles opportunités d'une part d'accompagner ceux des Etats, qui ne l'ont pas encore réalisé, dans leurs efforts de se doter d'une stratégie nationale de la statistique de développement de la statistique ou d'un cadre institutionnel propice à la production statistique, et d'autre part de poursuivre des réflexions, avec les partenaires techniques, notamment l'INSEE, et les pays s'étant porté pilotes, pour disposer des méthodologies plus adaptées pour la production dans les délais des comptes nationaux conformément au SCN93.

Martin BALEPA
Directeur Général d'AFRISTAT

Informatique : outil de coordination et de gestion stratégique des systèmes statistiques nationaux. *Par Freeman Amegashie, Expert principal en organisation stratégique*

Depuis les années 90, les politiques de réduction de la pauvreté ont remis la production statistique au centre du système de pilotage des politiques de développement des pays. Il apparaît essentiel de s'assurer que les Systèmes statistiques nationaux sont en mesure de mener à bien cette mission. La production statistique doit être régulière, continue, sécurisée et réalisée selon des normes internationales garantissant la comparabilité. Des initiatives sont menées aux niveaux mondial et national pour répondre à ces objectifs. On peut faire référence à l'élaboration des documents de stratégie de réduction de la pauvreté et des stratégies nationales de développement statistique. Tous ces programmes d'organisation, de production et de suivi et évaluation ne peuvent réussir sans une coordination des acteurs. Nous nous intéressons ici à un des moyens de coordination qu'est l'informatique, outil privilégié de travail du statisticien, et qui doit être maîtrisé et utilisé à bon escient.

En plus d'une bonne organisation du système statistique national disposant des ressources humaines adéquates et maîtrisant les outils et méthodes modernes de la production statistique, il est essentiel de garantir une bonne intégration des ressources informatiques nationales ; l'outil informatique étant en amont et en aval de la production statistique.

La préoccupation à laquelle nous tentons de répondre est : « quelle organisation informatique mettre en place dans les SSN pour faire face aux nouveaux défis ? ».

Avant d'esquisser une réponse à cette interrogation, il convient de faire un bref historique et un survol rapide de la fonction informatique des INS des Etats africains. Ensuite, nous exposerons notre vision ou notre ambition en terme d'organisation informatique pour les SSN.

De la mécanographie à l'informatique spécialisée

L'enjeu de l'organisation informatique est essentiel pour les systèmes statistiques nationaux africains. En effet, de tout temps, l'automatisation du traitement des données statistiques a été une préoccupation pour le statisticien. De la mécanographie des origines, on est arrivé aux systèmes informatisés globaux en passant par l'informatique centralisée avec les gros systèmes. Avec la micro-informatique, les statisticiens se sont presque affranchis de la tutelle des informaticiens. Ce qui a abouti à l'émergence d'un nouveau métier : celui de statisticien informaticien.

Toutefois, avec le développement de la bureautique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les masses des données à exploiter ont considérablement évolué, et avec elles, les moyens informatiques de traitement ainsi que les difficultés. Il faut reconnaître que les compétences techniques nécessaires au déploiement de ces nouvelles technologies ne sont pas toujours réunies dans les services statistiques.

L'histoire courte des services statistiques africains remonte,

pour la plupart de nos pays, aux années 50 avec leur mise en place dans les colonies. Partie intégrante de l'administration coloniale, leur rôle consistait essentiellement à fournir des informations statistiques sur la population (active) et les principales ressources des territoires : principaux produits de rente (agricoles, miniers). Avec l'accession à la souveraineté internationale des pays, des mutations ont été opérées dans leur organisation pour mieux répondre aux besoins des jeunes nations. La demande de plus en plus croissante adressée à ce service a milité pour son renforcement en moyens adéquats pour y faire face. Il s'agissait, dans la plupart des pays, d'un service de l'Administration centrale qui avait dans ses attributions le traitement des informations. Ainsi, la Direction de la Statistique, en plus de ses attributions évidentes, était chargée du traitement de la solde des fonctionnaires, des pensions des retraités, de la facturation des usagers de l'électricité, d'eau, du téléphone, de l'élaboration et de l'exécution du budget de l'Etat, et de bien d'autres tâches.

Ainsi, dans la plupart des pays, il existait en son sein, jusque dans les années 70, une division (département) de la mé-

canographie qui avait la charge de l'utilisation des machines et des programmes informatiques pour répondre à ces types de demande. Avec l'avènement de l'informatique spécialisée avec les gros systèmes (IBM, UNISYS, BULL, WANG, etc.), ce sont pour la plupart du temps, des statisticiens de ces services qui ont d'abord été envoyés en formation en informatique de gestion non spécialisées sur les traitements statistiques. Ils ont ensuite été rejoints par des jeunes nouvellement formés dans les écoles d'informatique. C'est la génération des analystes, des analystes programmeurs et des programmeurs. Il faut noter que dans la plupart des fonctions publiques, ces informaticiens étaient classés dans un premier temps dans la catégorie « statisticiens ». Certains pays gardent encore les séquelles de cette période ; c'est le cas du Mali dont la structure porte encore aujourd'hui l'appellation de Direction nationale de la statistique et de l'informatique bien qu'elle ne joue pratiquement plus le rôle de structure devant définir la politique informatique de l'Etat.

Mais dans les années 80, du fait de la spécialisation et des avancées technologiques, les besoins ont évolué. Il est apparu nécessaire d'opérer une

mutation institutionnelle qui s'est traduite pour la plupart des pays par la création, toujours au sein de l'administration centrale, d'une Direction générale de l'Informatique. Dans beaucoup de pays, on les connaît sous l'appellation de Centre national de traitement informatique (CENATRIN au Burkina Faso, CENADI au Cameroun, CENETI au Togo, etc.).

Avec l'avènement de la micro-informatique en Afrique dans le milieu des années 80 et la formation de plus de cadres informaticiens, des sociétés privées de services spécialisés se sont installés ; l'Etat a commencé à se désengager des services qu'il fournissait à des structures autonomes comme les caisses nationales de sécurité sociale, les caisses de retraites, le service de gestion de la paie, la société d'électricité, le service des eaux, etc. Ces structures se sont aussi pour la plupart dotées d'unité informatique capable de réaliser l'exploitation de leurs données. Les directions ou centres informatiques ont, dans certains cas, été supprimés; d'autres ont vu leur domaine d'intervention considérablement réduit.

Les statisticiens ont pris leur indépendance informatique

Au sein des directions nationales de la statistique, l'avènement de la micro-informatique va changer considérablement l'organisation du travail et le métier de statisticien. On voit alors apparaître clairement la profession de statisticien informaticien bien qu'institutionnellement cette fonction n'ait pas d'existence légale. La micro-informatique s'est vite adaptée à la statistique ; en ce sens que les professionnels de l'informatique ont adapté leurs outils aux besoins de la statistique. On voit apparaître les versions utilisables sur micro-ordinateurs des logiciels spécialisés : SAS, SPSS, TSP, IMP, STATGRAPHICS, etc.

Vers la fin des années 80, certains instituts nationaux de statistique ont pu exploiter complètement ou partiellement (saisie, contrôle, analyse, etc.) les données de leurs recensements généraux de la population et de l'habitat à l'aide de micro-ordinateurs. On citera le Burkina Faso (RGPH 1985) et le Cameroun (RGPH 1987).

Dès les années 90, chaque INS s'est doté d'équipements informatiques modernes et les cadres ont été formés au fur et à mesure aux différents logiciels de traitement statistiques (saisie, exploitation, analyse, publication et archivage). De même, les écoles ont adapté le contenu de leurs formations à cette évolution. Les INS sont donc arrivés dans les années 90 à une autonomie presque parfaite en termes de maîtrise d'ouvrage et d'exploitation informatiques.

Cette situation s'est traduite, dans certains cas, par un cloisonnement des services et une prolifération des unités informatiques autonomes au sein même des Instituts nationaux de statistique et des services statistiques des ministères. Ce qui a pour corollaire l'existence de bases de données éparées sans un suivi, presque « confidentielles », connues des seuls producteurs, non consultables en l'absence de ces derniers.

Organisation stratégique de l'outil informatique au sein du SSN

Aujourd'hui, il est essentiel, pour la crédibilité de la production statistique, qu'une organisation plus professionnelle soit mise en place dans les Instituts nationaux de statistique en utilisant les moyens les plus modernes disponibles et les compétences acquises lors des formations internes ou externes.

Cette organisation doit tourner autour d'un certain nombre d'outils dont les principaux sont les concepts, les nomenclatures, les répertoires, les bases de données, les banques de données, les réseaux informa-

tiques, les sites Internet, les outils d'archivage, les bases de sondage, la cartographie, le système d'information géographique, etc. Il s'agit des outils de base nécessaires à la mise en place d'un système d'information performant. Leur gestion repose sur une bonne maîtrise de l'outil informatique.

En nous intéressant aux bases de données, nous distinguons les bases de données de production des bases de données de diffusion. Les bases de données de production servent à chaque service pour l'élaboration de ses statistiques. Ces bases sont constituées à partir des données administratives ou des données d'enquêtes. C'est le cas, par exemple, des données des déclarations statistiques et fiscales des entreprises (DSF) et des statistiques du commerce extérieur. Les utilisateurs restent les techniciens de la comptabilité nationale et les statisticiens du secteur productif. Quant aux bases de données de diffusion, elles permettent de fournir l'information statistique aux utilisateurs finaux non forcément statisticiens. Au niveau du système statistique national, elles doivent fournir des informations publiques. Elles doivent, de ce fait, être des bases fédératrices et présenter des indicateurs retenus de façon consensuelle par l'ensemble du système statistique national dans le cadre du conseil national de la statistique.

Les bases de données apparaissent comme un outil de coordination statistique. En effet, pour présenter des données publiques acceptées par tous, le SSN doit être organisé de façon à s'accorder sur l'ensemble des données nécessaires et à la répartition des tâches pour leur élaboration au sein du système. Il s'agit d'utiliser les concepts, les indicateurs, les nomenclatures unanimement admis pour les différentes opérations, conformément aux normes internationales et régionales.

Chaque secteur doit développer et maintenir ses bases de don-

nées sectorielles, tandis qu'au niveau national, il faudrait une base de données centralisée. De même, les banques de données doivent être mises en place au niveau central (INS) pour la documentation et l'archivage de toutes les données primaires d'enquêtes menées sur le territoire national.

Le système informatique de nos pays ne devrait pas négliger le développement et la gestion des entrepôts de données. En effet, les masses de données produites ne sont pas le plus souvent exploitées à plus de 10%. Leur stockage permettra des exploitations et analyses différées dans le temps. Ces données doivent être alors documentées correctement de façon à ce que des personnes n'ayant pas participé à leur élaboration soient en mesure de les exploiter. Par ailleurs, les supports et formats de stockage doivent aussi suivre progressivement l'évolution de l'outil informatique. Les INS doivent gérer leurs archives en transvasant régulièrement les données préalablement stockées sur les anciens supports (bandes magnétiques, disquettes, cartouches de sauvegarde, boîte de Bernoulli, etc.) sur des supports actuels (disques durs, bandes magnétiques, Cd-rom, DVD, etc.). Ils doivent aussi s'assurer que les données sont mises dans des formats lisibles. Il faut toutefois reconnaître la difficulté de cette gestion. Même les dirigeants de la puissante agence américaine, la NASA, « viennent de reconnaître qu'ils ont perdu la trace d'une bonne partie des bandes de la mission Apollo - celle qui a permis à l'homme de marcher sur la lune. » cf. Silicon.fr, Journal informatique en ligne, du 18 août 2006.

En ce qui concerne le format des données, XML est actuellement proposé comme format standard pour faciliter le partage de textes et d'informations structurées, par exemple au travers d'Internet, en séparant le contenu (les données) du contenant (la présentation des données). AFRISTAT utilise déjà cette technologie avec le logiciel développé par Nesstar

Ltd, dans le cadre des travaux de banques de données (projet financé par la Banque mondiale depuis novembre 2004). Le Metadata Editor est un outil permettant de documenter et d'organiser les données d'enquêtes ou de recensement (et d'autres types de données statistiques) conformément aux standards internationaux (Data Documentation Initiative -DDI- et Dublin Core specifications).

Par ailleurs, pour faire face aux besoins croissants avec les faibles moyens mis à la disposition du système, il est aussi nécessaire de trouver des outils informatiques à faible coût. En effet, dans un certain nombre d'administrations africaines, circulent des copies illicites de logiciels ou de versions trop anciennes n'ayant pas toutes les fonctionnalités souhaitées. Tout en quittant l'illégalité mais en disposant d'outils fiables, les administrations africaines devraient être encouragées et accompagnées dans l'utilisation des logiciels gratuits. Des initiatives sont menées dans la mouvance des développeurs de logiciels libres et gratuits pour mettre à la disposition de la communauté scientifique des « clones » des principaux logiciels communément utilisés. Ces logiciels sont disponibles par simple téléchargement ou à des coûts modiques. Avant d'adopter de tels logiciels, il convient de s'assurer que les formats des fichiers sont compatibles avec les standards ; ce qui permet d'assurer la compatibilité et la communication avec les systèmes commerciaux. Un investissement en formation devra être fait pour une maîtrise de ces logiciels en termes d'utilisation.

Stratégie nationale informatique comme sous-système d'une SNDS

S'agissant des décisions engageant l'ensemble du système statistique public, il convient de saisir l'occasion de l'élaboration des stratégies nationales de développement de la statistique pour développer et insérer un volet informatique pour l'ensemble du système statistique

comme un sous-système cohérent et intimement lié aux SNDS. La mise en place des différents systèmes d'informations sectoriels doit être discutée en vue de leur coordination pour créer un réseau cohérent permettant de gérer et de fournir le maximum d'informations statistiques pour le suivi et l'évaluation des politiques de développement des pays. En ce sens, l'outil informatique doit être considéré comme un élément important des stratégies de développement statistique au même titre que les ressources humaines, les ressources financières et l'organisation institutionnelle.

C'est pourquoi, il convient d'apporter une attention particulière à l'intégration de l'informatique dans la stratégie nationale de développement de la statistique à toutes les étapes de son élaboration et plus tard pour sa mise en œuvre. Les relations fonctionnelles entre les différents outils développés par les différents acteurs doivent être bien étudiées et institutionnalisées. C'est ainsi que, par exemple, les protocoles d'accord pour le transfert de fichiers, qui doivent être conclus entre les administrations, devront aussi préciser les formats et les canaux de transmission des fichiers de données.

Il n'est pas nécessaire non plus d'insister sur l'importance des nouvelles technologies de l'information et de la communication comme principal outil de diffusion des informations statistiques. Les résultats des travaux menés par le système statistique national doivent être mis à la disposition des utilisateurs et des décideurs, à temps et dans le bon format. Une bonne utilisation des NTIC permettra de réaliser cet objectif essentiel à la valorisation du travail effectué.

Conclusion

Disposer d'un ensemble d'outils informatiques intégrés et adaptés aux besoins des systèmes statistiques de nos Etats doit être une préoccupation essen-

tielle des autorités nationales dans l'élaboration des programmes de développement statistique. La stratégie informatique qui sera définie pour l'ensemble du système statistique national doit être cohérente avec les moyens de l'Etat. Les formations initiale et continue des cadres statisticiens doivent être adaptées aux évolutions technologiques. Une attention particulière doit être apportée à la formation des

statisticiens informaticiens, en intégrant dans les formations initiale et continue des modules sur les nouvelles technologies de traitement et de diffusion de l'information. Nos pays doivent mettre à profit l'utilisation des logiciels libres et gratuits pour réduire la charge financière liée aux coûts d'achat ou de maintenance des logiciels du commerce. La documentation et l'archivage des données statistiques doivent être intégrés à

toutes les activités de production statistique.

Liens utiles à consulter :

Logiciels statistiques : http://www.afristat.org/Methodo/logiciels_statistiques.htm

Les logiciels statistiques gratuits :

<http://freestatistics.altervista.org/fr/stat.php>

Autres logiciels libres

<http://www.framasoft.net>

Nouvelles d'AFRISTAT

Arrivées

◆ **MM. Daniel Wolf et Emmanuel Ngok** ont rejoint AFRISTAT respectivement les 2 et 7 juillet 2006, en qualité d'experts en comptabilité nationale. M. Wolf, assistant technique de la Coopération française était auparavant responsable de la Synthèse générale des comptes et du Tableau économique d'ensemble au département des comptes nationaux de l'INSEE.

◆ **M. Ngok**, de nationalité camerounaise, occupait auparavant les fonctions de Chef du service de la comptabilité nationale à l'Institut national de la statistique du Cameroun.

◆ **M^{me} Dorothée Ouissika**, a pris fonction à AFRISTAT le 26 juillet 2006 en qualité d'expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques nationaux. De nationalité congolaise, M^{me} Ouissika a travaillé vingt ans durant au Centre national de la statistique et des études économiques (CNSEE) du Congo où elle a occupé plusieurs fonctions dont celle de Directrice Générale de 1999 à 2004.

◆ Depuis le 3 août 2006, **M. Roland-Frédéric Ngampana** exerce les fonctions d'expert assistant à AFRISTAT. Ingénieur statisticien économiste (ENSEA-2003), M. Ngampana est de nationalité congolaise.

◆ **M^{lle} Aude Vescovo** a pris service le 18 septembre 2006 à AFRISTAT en qualité de Volontaire civile internationale au sein du CERA. Diplômée de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE, France), M^{lle} Vescovo travaillera au sein du CERA.

Visites

◆ Une délégation de Millénium Challenge Corporation, menée par **M^{me} Madeleine Gauthier**, Directrice de la division Suivi et évaluation, a rendu visite à la Direction générale d'AFRISTAT le 27 juillet 2006. Cette mission avait pour objet de finaliser le montage d'un projet sur la croissance et la réduction de

la pauvreté au Mali sur financement du gouvernement américain. Les discussions ont porté sur les possibilités de coopération entre les deux organisations.

◆ Les 1^{er} et 2 août 2006, **Dr René N. Kouassi**, Directeur des affaires économiques, et **M. Dossina Yeo**, responsable de l'Unité de statisti-

que de la Commission de l'Union africaine ont rendu visite à la Direction générale d'AFRISTAT. Les échanges ont porté sur l'établissement d'un cadre de coopération en matière de développement de la statistique entre la Commission et AFRISTAT.

Stages

◆ **M. Bertin Kodzo Dodzi Hevi**, élève ingénieur statisticien économiste, en deuxième année à l'Institut Sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA, Yaoundé) a

effectué du 3 juillet au 30 septembre 2006 un stage dont le thème était : « *Base de données socio-économiques des Etats membres d'AFRISTAT* :

procédures de gestion et de publication des données ».

◆ Depuis le 3 juillet et ce jusqu'au 27 octobre 2006, **MM. Dialel Guisset et Ibrahim Mahaman Balarabe** effectuent leur stage de fin

d'études au sein de la Direction générale d'AFRISTAT. Auditeurs du programme de formation de gestion de politiques économiques au Centre d'études et de recherches pour le développement international (CERDI) de Clermont Ferrand (France), ils travaillent respectivement sur une « *Méthodologie d'élaboration des comptes provisoires et application des indicateurs à l'analyse des politiques* »

économiques » et « *l'Évaluation de la politique de l'emploi au Mali à travers l'évolution des données du marché du travail* ».

♦ La Direction générale accueille, depuis le 17 juillet 2006, MM. Ndiaye Fahd et Salissou Malam Souley, élèves ingénieurs statisticiens économistes en deuxième année à Ecole nationale supérieure de statistique et d'éco-

nomie appliquée (ENSEA-Abidjan). Le thème du stage de M. Fahd porte sur « *l'analyse des différents dispositifs d'enquêtes budget-consommation : diagnostics et propositions d'amélioration* » tandis que M. Malam Souley travaille sur l'« *intégration des marchés céréaliers dans l'UEMOA : une analyse par les prix* ».

Activités de la Direction générale

Mise en œuvre du Projet Pilote «*Elaboration des comptes nationaux non définitifs et provisoires*»

L'organisation d'un atelier sur l'élaboration des comptes non définitifs et provisoires constitue l'évènement principal de la mise en œuvre de ce projet réalisé avec l'appui technique de l'INSEE et le soutien financier de la Coopération française.

♦ L'atelier sur l'élaboration des comptes non définitifs et provisoires avait été précédé d'une série de missions dans les pays pilotes (Burkina Faso, Cameroun, Guinée, Mali et Mauritanie) dont l'objectif consistait d'une part, à mettre au point une méthodologie d'élaboration des comptes provisoires adaptée aux conditions statistiques des pays africains et, d'autre part, à proposer des méthodes permettant d'accélérer la production des comptes nationaux. La dernière d'entre elles, organisée conjointement par l'INSEE et AFRISTAT, s'est rendue à l'Institut National de la Statistique du Cameroun du 31 juillet au 4 août 2006. Elle a pris connaissance de la méthodologie utilisée pour l'élaboration des comptes provisoires et des sources de données disponibles et en a proposé des améliorations notam-

ment : des nomenclatures réduites et opérationnelles, des indicateurs pouvant pallier l'absence de données sources. ; Elle a aussi défini le contenu des comptes, élaboré un calendrier de travail et proposé une organisation appropriée.

Le séminaire qui s'est tenu à Bamako du 18 au 22 septembre 2006 a permis de faire la synthèse des missions dans les pays pilotes et de proposer pour chacun des pays une orientation qui devrait aboutir en septembre 2007.

L'atelier a regroupé, outre les comptables nationaux des différents pays pilotes engagés dans cette expérience, les représentants de l'INSEE, de DIAL, de la BEAC, de la Banque Centrale de la République de Guinée et d'AFRITAC-Ouest. Les travaux en groupes ont permis de définir pour chacun

des pays les nomenclatures d'activités et de produits restreintes et adaptées à leurs conditions économiques ; des méthodes de traitement des sources, et plus particulièrement des statistiques d'entreprises ; les indicateurs les plus pertinents pour compléter une information parfois lacunaire.

Cet atelier a permis de définir des méthodes d'élaboration des comptes non définitifs et provisoires et de proposer un calendrier de travail précis permettant un suivi rigoureux. Des missions régulières dans les cinq pays pilotes permettront de suivre la mise en œuvre du projet.

L'intégralité des points saillants de cet atelier peut être consultée sur www.afristat.org.

Mise en œuvre du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique

Les activités de la coordination dans les Etats membres d'AFRISTAT, le Congo (Kinshasa) et Sao-Tomé et Principe se poursuivent normalement.

♦ Un séminaire de lancement de l'élaboration des Stratégies nationales de développement de la statistique a été organisé du 29 août au 1^{er} septembre 2006 à Bamako. Parmi les recommandations, on peut retenir la promulgation d'une Charte de la Statistique africaine se référant à la Résolu-

tion des Nations unies sur les principes fondamentaux de la Statistique officielle.

♦ Le consultant de long terme du PCI-Afrique auprès d'AFRISTAT a effectué une mission de supervision des activités du PCI-Afrique au Sénégal du 24 au 26 juillet 2006.

♦ Le Directeur Général d'AFRISTAT et le consultant de long terme du PCI-Afrique auprès d'AFRISTAT ont effectué du 14 au 29 août 2006 une mission de supervision des activités du PCI-Afrique auprès de la coordination nationale du PCI-RCA à Bangui.

Mise en œuvre du Programme de suivi régional des DSRP et des OMD

La participation à des réunions de validation des études bilan-diagnostic des administrations en charge du suivi et évaluation des DSRP et des OMD dans les Etats membres a constitué l'essentiel des activités du Programme d'appui au suivi régional des DSRP et des OMD au cours des derniers mois.

◆ Une première série d'études bilan-diagnostic des administrations en charge du suivi et évaluation des DSRP et OMD y compris les observatoires de la pauvreté est actuellement en cours de réalisation dans quatre pays (Bénin, Burkina Faso, Mali et Mauritanie). L'objectif est de proposer aux pays couverts par le Programme, un cadre institutionnel harmonisé et durable qui assure la cohérence et l'efficacité des systèmes d'information pour le suivi et évaluation des DSRP et des OMD. Des réunions de validation des rapports de ces études, auxquelles ont pris part les représentants des principales institutions et administrations impliquées dans le pro-

cessus de suivi et évaluation des initiatives DSRP et OMD, ont été organisées dans trois des pays concernés (Burkina Faso, Mali, Mauritanie).

◆ La présentation et l'adoption du CRESMIC se sont poursuivies dans le cadre d'ateliers nationaux au Mali (17-28 juin 2006), au Tchad (1^{er}-3 août 2006) et aux Comores (20-22 septembre 2006). Le principal résultat de ces rencontres réside dans la sensibilisation des participants à l'intérêt de disposer d'un système d'information régulièrement alimenté pour la réduction de la pauvreté et l'atteinte des OMD.

◆ M. Oumarou Elhadj Malam Soule, expert en suivi des DSRP et OMD, a représenté la Direction générale au séminaire de lancement de la préparation des Stratégies de développement basées sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) tenu du 10 au 12 juillet 2006 à Lomé (Togo). Ce séminaire a permis de former et de sensibiliser les participants sur les instruments relevant de la planification du développement basée sur les OMD, en particulier sur l'utilisation des modèles d'évaluation des besoins pour l'atteinte des OMD et les approches méthodologiques utilisées pour préparer les DSRP.

Mise en œuvre du projet de renforcement des capacités des Etats membres en matière de développement de bases de données

◆ Les activités du projet, financé par la Banque mondiale, se sont poursuivies par la publication, au cours du mois d'août, du numéro 3 du Bulletin des données conjoncturelles des Etats membres d'AFRISTAT (BDCEA).

◆ Suite aux missions d'installation du module de publication dans les pays pilotes, des appuis en ligne ont été apportés afin de résoudre les problèmes liés à la personnalisation des publications (Mauritanie et Cameroun).

◆ En ce qui concerne le volet relatif à l'élaboration d'une banque de données d'enquêtes, l'enregistrement des enquêtes 1-2-3 est terminé. Les travaux complémentaires se poursuivent.

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Côte d'Ivoire

Le Directeur Général d'AFRISTAT a apporté, du 23 au 26 août 2006, un appui technique à l'Institut national de statistique (INS) dans le cadre de l'élaboration des avant-projets de texte portant organisation institutionnelle de l'activité statistique en Côte d'Ivoire.

Guinée Equatoriale

Du 13 au 20 septembre 2006, l'expert en statistiques agricoles a effectué une mission auprès de la Direction générale de la statistique et des comptes nationaux (DGSCN) de Guinée Equatoriale. Cette mission d'appui à la réhabilitation du système de statistiques agricoles de la Guinée Equatoriale

a permis de faire le point sur les dispositifs de collecte des données statistiques du secteur rural (agriculture, élevage et pêche) existants et de proposer des activités de renforcement des capacités de la DGSCN en matière d'enquêtes agricoles et d'enquêtes auprès des ménages.

Activités internationales

◆ M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique a participé, du 10 au 16 juillet 2006, à Durban (Afrique du Sud) aux travaux du séminaire de lancement de l'élaboration des stratégies nationales de la statistique pour les pays de la SADC et à la première réunion du comité de pilotage du projet de l'UNSD de renforcement des capacités statistiques pour le suivi des Objectifs

du millénaire pour le développement dans la zone de la SADC.

◆ M. Birimpo Lompo, Directeur Général Adjoint, a pris part à un atelier régional sur la méthodologie d'évaluation des besoins et la formulation des stratégies de renforcement des capacités, organisé à Ouagadougou par l'ACBF, du 18 au 20 juillet 2006.

◆ M. Djoret Biaka Tedang, expert macroéconomiste, a pris part le 11

août 2006, à la réunion du Comité de Convergence de la Zone Franc (COCOZOF). Cette session a permis en plus du rapport semestriel sur la situation économique de la Zone franc, de finaliser les rapports sur les indicateurs complémentaires de la surveillance multilatérale et sur les moyens de la surveillance multilatérale.

◆ M. Djima Moustapha, expert en suivi des DSRP et OMD, a repré-

senté la Direction générale d'AFRISTAT à l'atelier régional organisé conjointement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Commission de l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA) à Ouagadougou les 30 et 31 août 2006. Cet atelier, dont l'objectif principal était l'amendement de la version de juin 2006 du DSRP régional en prélude à sa validation prochaine en octobre 2006 à Abuja, s'est consacré essentiellement sur le partage des expériences en matière de lutte contre la pauvreté et l'examen du Document de stra-

tégie régionale de réduction de la pauvreté en Afrique de l'ouest.

♦ M. Martin Balépa, Directeur Général, a assisté à la Conférence 2006 de l'Association internationale pour les statistiques officielles (AISO) à Ottawa du 6 au 8 septembre 2006.

♦ MM. Martin Balépa et Djoret Biaka Tedang ont participé à la réunion des Ministres de la Zone Franc qui s'est tenue le 12 septembre 2006 à Paris.

♦ Du 19 au 26 septembre 2006 à Nairobi, M. Martin Balépa, a pris part au Sommet Africain dont le thème était : « Construire des

coalitions locales pour la réalisation effective des objectifs du Millénaire pour le Développement au sein des collectivités locales africaines ».

♦ Les 28 et 29 septembre 2006, une délégation d'AFRISTAT, composée de MM. Martin Balépa, Birrimpo Lompo et Gabriel Doffou N'guessan, a pris part à la Conférence organisée par la Commission de l'Union Africaine sur l'harmonisation des statistiques en Afrique.

Echos des instituts nationaux de statistique

Burkina Faso

www.insd.bf

♦ Dans le cadre de la coordination statistique et du suivi de la formation des statisticiens et démographes du Burkina Faso, des missions ont été effectuées auprès des écoles de formation à Abidjan (ENSEA) et à Dakar (ENEA) du 9 au 16 juillet 2006 et à Yaoundé (IFORD) du 4 au 13 août 2006.

♦ Une délégation composée de quatre comptables nationaux de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) a effectué, du 7 au 13 août 2006, une mission d'étude auprès de l'Institut national de la statistique du Cameroun, pour s'inspirer de l'expérience camerounaise en matière d'élaboration des comptes nationaux à l'aide du module ERETES.

♦ Dans le cadre du Recensement général de la population de 2006, outre la poursuite de la cartographie débutée en mars 2006, les activités suivantes ont été réalisées : (i) traitement et analyse du recensement pilote et tenue d'un atelier d'évaluation des données du 21 au 22 août 2006, (ii) tenue d'un atelier de lancement du plan d'analyse, (iii) finalisation des questionnaires et manuels, (iv) élaboration d'un document de spécifications de correction des données et (v) élaboration des maquettes de tableaux.

♦ L'INSD a tenu plusieurs ateliers dont celui relatif à la formation sur le système de gestion d'une base de données et les systèmes d'information géographique, du 3 au 14 juillet 2006.

Cameroun

www.statistics-cameroon.org

♦ Après la phase de saisie à la mi-juillet, les travaux de l'Enquête par grappe à indicateurs multiples (MICS III-2006) se sont poursuivis avec la production du rapport préliminaire d'analyse. Ce rapport a fait l'objet d'une présentation lors de la 3^{ème} réunion du comité de suivi des objectifs du programme Cameroun-UNICEF pour l'année 2006. Le rapport principal est en cours de finalisation et sera disponible avant fin 2006.

♦ Les travaux préparatoires pour la troisième Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM III) ont démarré notamment avec le cadrage méthodologique fondé particulièrement sur l'exploitation des travaux antérieurs et la définition des objectifs et des axes d'analyses techniques. Par ailleurs, le plaidoyer se poursuit auprès des partenaires pour le bouclage du financement. Le début de la collecte est programmé pour le premier trimestre 2007.

♦ L'INS a accueilli une mission d'étude au cours du 7 au 13 août 2006, constituée de quatre cadres de l'INSD du Burkina Faso. Elle avait pour objectif de permettre aux cadres burkinabés chargés d'élaborer les comptes nationaux sous ERETES, de s'imprégner de l'expérience du Cameroun en la matière.

♦ Une mission de la coordination technique de l'Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (EESI) conduite par le Directeur Général de l'INS a séjourné à Paris, au siège de DIAL du 9 au 23 septembre 2006 en vue de procé-

der (i) à la validation du bilan méthodologique de l'EESI, (ii) à l'intégration des résultats du secteur informel dans les comptes nationaux et (iii) à l'analyse de la dynamique sur le marché du travail à Yaoundé entre 1993/1994 et 2005.

Centrafrique

www.stat-centrafrique.com

♦ La Direction générale des statistiques, des études économiques et sociales est transformée depuis le mois de juillet 2006 en Institut centrafricain des statistiques et des études économiques et sociales (ICASEES), établissement public placé sous la tutelle du Ministère de l'économie, du plan et de la coopération internationale.

♦ La phase de collecte de l'Enquête par grappe à indicateurs multiples (MICS-III) couplée avec la sérologie VIH et l'anémie est en voie d'achèvement. Il s'agit de la troisième génération de ce genre d'opération statistique en RCA.

♦ Le bulletin Prix-Info du 1^{er} trimestre 2006 est paru en septembre 2006.

♦ Un atelier de mise en place d'une base de données intégrée avec l'appui technique des Conseillers régionaux de l'UNFPA s'est déroulé du 10 au 28 septembre à l'ICASEES. Le produit obtenu contient les bases de données de l'EDS-RCA94/95, de l'enquête MICS2000 et du RGPH03.

Congo

www.cnsee.org

♦ Le séminaire national de dissémination des résultats de l'Enquête démographique et de

santé s'est tenu le 28 septembre 2006.

◆ Concernant le suivi de la conjoncture, les données de l'enquête pour l'élaboration de l'indice de la production industrielle sont en cours de traitement tandis que la collecte des données de l'enquête de conjoncture a débuté le 5 septembre 2006.

◆ Dans le cadre de la préparation du Recensement général de la population et de l'habitat 2006, les travaux cartographiques se sont poursuivis et un recensement pilote a été réalisé du 19 juillet au 30 août 2006 dans quatre localités : Brazzaville, Louvakou, Igné fluvial et Gamboma.

◆ La mise en œuvre du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique s'est poursuivie avec (i) la validation des données de l'enquête sur les prix, (ii) la décomposition du PIB en positions élémentaires de 2003 et 2005 selon le SCN93, (iii) la constitution du répertoire des institutions sans but lucratif au service des ménages et (iv) le lancement de l'enquête sur la rémunération des salariés des administrations publiques.

Côte d'Ivoire

www.ins.ci

◆ Dans le cadre de l'élaboration d'une loi nationale sur la statistique en Côte d'Ivoire, et dans la perspective de l'élaboration de la Stratégie nationale de développement de la statistique, un Groupe de travail a été créé à l'Institut national de la statistique (INS). Depuis juillet 2006, ce Groupe a produit un Avant projet de loi.

◆ La collecte des données relatives à l'Enquête par grappe à indicateurs multiples (MICS-III) a débuté en août 2006 et devrait s'achever en octobre 2006. Co-financée par le Gouvernement ivoirien et les partenaires au développement dont l'UNICEF, l'Union européenne, le PNUD, le Programme alimentaire mondial et l'UNFPA, l'enquête vise principalement à : (i) disposer de données récentes, pertinentes, désagrégées par sexe et par région en vue d'aider le gouvernement et les partenaires au développement à la planification de leurs interventions en faveur des populations en général et des enfants et des femmes en particulier ; (ii) évaluer les progrès accomplis à mi-parcours

vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et pour un « Monde digne des enfants » (MDE) ; (iii) renforcer le suivi du programme de coopération entre la Côte d'Ivoire et l'UNICEF au niveau national et local et améliorer la programmation des actions futures et (iv) renforcer les capacités nationales et institutionnelles et sensibiliser les populations et les décideurs sur les manifestations de la pauvreté des familles et des groupes vulnérables.

◆ L'INS réalise un projet d'appui à la collecte et à l'analyse des faits d'état civil. Ce projet qui bénéficie de l'appui financier de l'UNFPA vise à mesurer la couverture de l'enregistrement des faits de l'état civil dans les dix communes d'Abidjan. De façon spécifique, il s'agit de : (i) évaluer un système pilote de collecte et d'analyse des données sur les faits d'Etat civil ; (ii) mettre en place un système de collecte permanent entre l'INS et les centres d'Etat civil de la ville d'Abidjan ; (iii) constituer une base de données permettant d'étudier la natalité, la mortalité, la nuptialité et les caractéristiques démographiques des acteurs de la ville d'Abidjan et (iv) établir un cadre de collaboration avec l'ENSEA en vue de former des compétences nationales à la collecte et à la transmission à l'INS des données sur les faits d'Etat civil. Dans le cadre de ce projet, un séminaire de sensibilisation des Secrétaires Généraux des mairies et des agents des services d'Etat civil des dix communes d'Abidjan, s'est tenu le 1^{er} août 2006.

◆ Depuis juillet 2006, un projet de mise en place de Devinfo est en cours de réalisation à l'INS. Financé par l'UNICEF, ce projet vise à rassembler sous forme de bases de données géoréférencées, les informations sur les principaux indicateurs utilisés pour le suivi des stratégies de développement en général et du développement social en particulier, notamment les Objectifs du Millénaire pour le Développement et les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté. L'équipe technique a été formée en juillet 2006 et la validation de la liste des indicateurs retenus pour la Côte d'Ivoire a eu lieu le 23 août 2006. La collecte est en cours.

◆ Sur financement de l'Union européenne, l'INS s'est engagé dans l'élaboration d'un Atlas des équipements et d'un Atlas de la population. Ces deux projets visent à contribuer à la fourniture des données de base nécessaires à l'élaboration participative et déconcentrée du schéma national d'aménagement du territoire. Spécifiquement, il s'agit : (i) pour l'Atlas des équipements, de réaliser une synthèse cartographique commentée de la situation des équipements de base en partant des données du RGPH-98, notamment en matière de santé et d'éducation ; (ii) pour l'Atlas de la population, de disposer d'un document de synthèse et de communication, support à la prise de décision en matière d'aménagement du territoire. La revue documentaire des deux projets a débuté en août 2006 et devrait s'achever en septembre 2006. Pour ce qui concerne l'Atlas des équipements, une enquête de terrain est en cours de préparation dans dix régions du pays en vue d'actualiser les informations recueillies auprès des services administratifs concernés.

Mali

www.dnsi.gov.ml

◆ La Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) a publié (i) l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) et l'Indice des matériaux de construction des mois de juin, juillet et août 2006, (ii) le Bulletin et la Note de conjoncture pour le 2^{ème} trimestre 2006 et (iii) les comptes nationaux définitifs 2004.

◆ Les travaux de l'Enquête agricole de conjoncture de la campagne 2006/2007 réalisée par la DNSI en collaboration avec le Ministère de l'agriculture ont débuté.

Niger

www.stat-niger.org

◆ Le 7 juillet 2006 s'est tenue la première session du Conseil national de la statistique (CNS). Le CNS qui est composé de 44 membres, représentants l'ensemble des structures du Système statistique national, est présidé par le Ministre de l'économie et des finances. La vice-présidence est assurée par le Coordonnateur National du Secrétariat permanent de la stratégie de réduction de la pauvreté. L'INS assure le Secrétariat du CNS.

◆ Les résultats préliminaires de la troisième Enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples (EDS-MICS III) ont été publiés.

◆ Le rapport préliminaire de l'analyse des résultats de l'Enquête sur la conjoncture et la vulnérabilité alimentaire des ménages est disponible.

◆ La collecte des données de l'Enquête sur les infections sexuellement transmissibles et le virus du syndrome immunodéficience acquis (IST/VIH/SIDA) a débuté dans les capitales régionales.

◆ L'Institut national de la statistique vient de diffuser le premier numéro de la note trimestrielle de conjoncture portant sur le premier trimestre 2006.

Sénégal

www.ansd.org

◆ Les 19 juillet, 14 août et 8 septembre 2006, le Conseil d'orientation a tenu trois sessions qui ont respectivement permis d'adopter l'organigramme, le projet de budget 2007 et de procéder à la sélection des directeurs, chefs de division et experts de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD).

◆ Le volet statistique du Programme national de Bonne Gouvernance (PNBG) a démarré avec le recrutement du consultant chargé d'appuyer la mutation institutionnelle, l'adoption et la signature du devis programme 2006-2007 de l'ANSD et le lancement du système d'information géographique.

◆ L'apurement des données de l'Enquête sur le travail des enfants est terminé : le rapport d'analyse est en cours de finalisation.

◆ La collecte et la saisie des données de l'Enquête de suivi de la pauvreté sont terminées. La tabulation et la rédaction sont en cours.

◆ A la suite de la formation du gouvernement d'union nationale survenue le 20 septembre 2006, la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale (DGSCN) est désormais placée sous la tutelle du Ministère de l'économie et du développement (MED).

Togo

www.stat-togo.org

◆ Le processus d'élaboration de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS), qui repose sur les principes recommandés par PARIS21, a été lancé le 24 Juillet 2006 à Lomé au cours d'un atelier regroupant tous les membres du Comité de pilotage, du Secrétariat technique permanent dont un membre de la Cellule de Coordination du DSRP.

◆ La collecte des données de l'enquête QUIBB (Questionnaire des indicateurs de base du bien-être) a été réalisée du 4 juillet au 11 août 2006. La phase d'apurement des données recueillies est programmée pour octobre 2006.

◆ La mise en œuvre du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique s'est traduite par la poursuite de la collecte et de la saisie des données tout en procédant à la validation de celles recueillies en 2005 et au premier trimestre 2006.

Nécrologie

C'est avec une très grande tristesse que nous annonçons le décès survenu le 26 septembre 2006 de notre collègue M^{me} Hadja Hamanatu Diallo, cadre de la division comptabilité nationale à la Direction nationale de la statistique de Guinée. Le personnel de la Direction générale d'AFRISTAT présente ses condoléances à la famille de la défunte.

Réunions, ateliers et séminaires

Bamako, du 4 au 6 octobre 2006

11^{ème} réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT

Luxembourg, le 11 octobre 2006

Comité directeur ERETES

Bamako, 24 au 27 octobre 2006

14^{ème} réunion du Comité de direction d'AFRISTAT

Bamako, 6 au 9 novembre 2006

Atelier du Programme des Nations unies sur les principes et recommandations des Recensements de Population et de l'Habitat pour la décennie 2010

Bamako, du 13 au 17 novembre 2006

Séminaire sur la mise en place de systèmes d'informations sur le marché du travail

Bamako, du 4 au 8 décembre 2006

Atelier sur la création de sites Internet (Projet ACBF)

Bamako, du 11 au 15 décembre 2006

Atelier sur l'archivage des données

VIENT DE PARAITRE :

- Le n°100 de la revue STATECO et le DVD contenant les 100 premiers numéros de STATECO

Abonnez vous au *Bulletin de données conjoncturelles des Etats membres d'AFRISTAT (BDCEA)*. Le BDCEA est une publication électronique accessible sur le site d'AFRISTAT :

www.afristat.org/Data/BDCEA/Bdcea.htm.

Pour faire partie de la liste de diffusion, envoyez un courriel à bdcea@afristat.org

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur

<http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire sur la liste de distribution de *la Lettre d'AFRISTAT* en envoyant un courriel à afristat@afristat.org

avec comme objet : *Abonnement*

Directeur de publication : Martin BALEPA

Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO

Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Fatima BOUKENEM,
Siriki COULIBALY, Patrick HERNANDEZ, Dorothée OUISSIKA

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako

ISSN 1561-3739